Conseil du Contentieux des Etrangers

Arrêt

n° 246 841 du 24 décembre 2020
dans l'affaire X / III

En cause : X

Ayant élu domicile : au cabinet de Maître F. HASOYAN
Breestraat 28A/6
3500 HASSELT

Contre :

l'Etat belge, représenté par le Secrétaire d'Etat à l'Asile et la Migration, chargé de la Simplification administrative et désormais par le Secrétaire d'Etat à l'Asile et la Migration

LA PRÉSIDENTE F.F. DE LA III^{ème} CHAMBRE,

Vu la requête introduite le 8 novembre 2016, par X, qui se déclare de nationalité kirghize, tendant à la suspension et l'annulation de la décision d'irrecevabilité d'une demande d'autorisation de séjour et de l'ordre de quitter le territoire, pris le 4 octobre 2016.

Vu le titre Ier *bis*, chapitre 2, section IV, sous-section 2, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, dite « la loi » ci-après.

Vu l'ordonnance portant détermination du droit de rôle du 30 novembre 2016 avec la référence X

Vu la note d'observations et le dossier administratif.

Vu l'ordonnance du 12 novembre 2020 convoquant les parties à l'audience du 4 décembre 2020.

Entendu, en son rapport, V. DELAHAUT, juge au contentieux des étrangers.

Entendu, en leurs observations, Me M. KALIN *loco* Me F. HASOYAN, avocat, qui comparaît pour la partie requérante, et Me P. HUYBRECHTS *loco* Mes D. MATRAY et N. SCHYNTS, avocat, qui comparaît pour la partie défenderesse.

APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :

1. Faits pertinents de la cause

La requérante présente les faits pertinents de la cause comme suit :

« Omwille van enorme problemen in haar land van herkomst waardoor haar vrijheid en leven bedreigd werden, dienden verzoekster haar land te ontvluchten.

Verzoekster stelde geen asielprocedure in het Rijk. Zij doorliep alhier diverse verblijfsprocedures ex de art. 9ter vrw. wegens haar wankelende medische gesteldheid.

Verzoekster activeerde op 25/09/2012 een procédure ex art. 9bis vrw., dewelke op 04/02/2015 onontvankelijk werd verklaard.

Middels arrest gekend onder *Rol Nr.: CCE 171.518* heeft de RvV de beslissingen dd. 04/02/2015 vernietigd.

Verwerende partij nam wedermaal een beslissing tot niet ontvankelijkheid op 04/10/2016 behept met een Bijlage 13 (BGV).

Voor het overige verwijst verzoekster uitdrukkelijk naar de inhoud van de bestreden beslissingen en naar haar lijvig administratief dossier (Stukken 1).

Dat verzoekster derhalve tegen die beslissing een annulatieberoep en een verzoek tot schorsing wenst in te stellen en instellen. »

Les décisions, qui constituent les actes attaqués, sont motivées comme suit :

- S'agissant de la décision d'irrecevabilité de la demande d'autorisation de séjour de plus de trois mois introduite sur la base de l'article 9*bis* de la loi :

« MOTIFS : Les éléments invoqués ne constituent pas une circonstance exceptionnelle.

« Madame [M.] est arrivée en Belgique selon ses dires en 2005, munie de son passeport non revêtu d'un visa. Elle a introduit plusieurs demandes d'autorisation de séjour sur base de l'article 9ter de la loi du 15.12.1980 (les 12.11.2008, 22.07.2010, 29.07.2011, 21.12.2011 et 16.07.2013), qui se sont toutes soldées par des décisions négatives.

La requérante fait référence à la durée de son séjour ainsi qu'à son intégration sur le territoire belge. Elle fournit à cet égard plusieurs attestations (suivi de cours, témoignages de connaissances) pour étayer ses dires. Toutefois, ni une bonne intégration en Belgique ni la longueur du séjour de la requérante ne constituent des circonstances exceptionnelles au sens de l'article 9bis de la loi du 15 décembre 1980, précitée, dans la mesure où la partie requérante reste en défaut de démontrer en quoi ces éléments empêcheraient la réalisation d'un ou plusieurs déplacements temporaires à l'étranger en vue d'y lever l'autorisation requise. (CCE, arrêt n° 129.162 du 11.09.2014).

Par ailleurs, l'intéressée déclare qu'elle ne dispose d'aucune ressource personnelle, qu'elle devrait louer durant son retour au pays d'origine (et ce aux frais de son fils) une maison et y faire entrer du personnel de garde ou de compagnie « car les femmes seules n'y louent pas de maison ou d'appartement ». Elle ajoute qu'il lui est impossible d'obtenir les autorisations de séjour dans son pays d'origine vu qu'elle ne sait financer un tel voyage aller-retour. On notera tout d'abord que la requérante est à l'origine du préjudice invoqué puisqu'elle a quitté son pays d'origine et est arrivée en Belgique sans être en possession des autorisations ad hoc. Comme Madame le relate, son fils pourrait l'aider financièrement le temps de son retour temporaire au pays d'origine. A contrario, elle ne démontre pas qu'elle ne pourrait être hébergée temporairement par des amis, de la famille ou obtenir l'aide d'une association sur place le temps d'obtenir les autorisations nécessaires à son séjour en Belgique. Elle n'avance donc aucun élément pour démontrer ses allégations qui permettrait (sic) de penser qu'elle serait dans l'impossibilité ou la difficulté de regagner temporairement son pays d'origine. Or, il lui incombe d'étayer son argumentation (C.E., 13 juil.2001, n° 97.866). D'autant plus que, majeure âgée de 54 ans, elle peut raisonnablement se prendre en charge temporairement. La situation de la requérante ne la dispense pas de l'obligation d'introduire sa demande de séjour dans son pays d'origine et ne saurait l'empêcher de chercher à réunir les moyens nécessaires pour financer un retour temporaire dans son pays. Ces éléments ne constituent donc pas une circonstance exceptionnelle l'empêchant de se rendre temporairement dans son pays d'origine afin d'y lever les autorisations requises.

La requérante invoque le respect de l'article 8 de la Convention européenne des droits de l'homme en raison de la présence de plusieurs membres de sa famille sur le territoire (en l'occurrence deux fils qui la prennent en charge - à propos desquels elle fournit notamment des renseignements financiers - et une petite-fille, tous en séjour légal). Néanmoins, cet élément ne saurait être assimilé à une circonstance exceptionnelle, étant donné que l'obligation de retourner dans le pays d'où l'on vient n'est, en son principe même, pas une exigence purement formelle ni disproportionnée par rapport au droit à la vie privée et familiale. Cette obligation n'emporte pas une rupture des relations familiales, mais

seulement un éventuel éloignement temporaire, ce qui en soi, n'est pas un préjudice grave et difficilement réparable (Civ Bruxelles (Réf) du 18/06/2001, n°2001/536/C du rôle des Référés). Aussi, l'existence d'une famille en Belgique ne dispense pas de l'obligation d'introduire sa demande de séjour dans son pays d'origine et ne saurait empêcher la requérante de retourner dans son pays pour le faire (C.E 27 mai 2003, n° 120.020). Enfin, notons qu'il a été jugé par le Conseil du Contentieux des Étrangers que « L'accomplissement des formalités auprès du poste diplomatique compétent n'oblige pas l'étranger à séjourner dans le pays où ce poste est installé mais implique seulement qu'il doit s'y rendre temporairement pour y accomplir les formalités requises, au besoin en effectuant entre-temps de courts séjours en Belgique. Il en découle qu'en principe cet accomplissement ne constitue pas, au sens de l'article 8 de la Convention européenne des droits de l'homme, une ingérence dans la vie familiale de l'étranger ou que, si ingérence il y a, elle est nécessairement proportionnée puisqu'il n'est imposé à l'étranger qu'une formalité nécessitant une séparation temporaire de son milieu belge tout en réservant la décision sur le fondement même de la demande d'être autorisé au séjour de plus de trois mois. » (C.C.E., 24 août 2007, n°1.363). Il ne s'agit donc pas d'une circonstance exceptionnelle.

Par ailleurs, l'intéressée invoque le respect de l'article 3 de la Convention européenne des droits de l'homme. Elle relate la situation au pays d'origine, notamment en tant que femme seule, se considérant comme âgée, faisant partie des Ouighours, méprisés par la population. Elle déclare ainsi qu'elle «risque objectivement d'être gratuitement victime de lynchages ou d'actes de violence de ce type ». Toutefois, l'évocation d'un climat général n'implique pas un risque individuel l'empêchant d'effectuer un retour vers le pays d'origine ou de résidence à l'étranger et d'autre part, la requérante n'apporte aucun élément qui permette d'apprécier le risque qu'elle encoure en matière de sécurité personnelle (Tribunal de Première Instance de Bruxelles, audience publique des référés n° 2001/536/c du 18/06/2001 du rôle des référés). Et ce alors qu'il lui incombe d'étayer son argumentation (Conseil d'Etat du 13/07/2001 n° 97.866). Aussi, le fait d'inviter la requérante à procéder par voie diplomatique, pour la régularisation de son séjour, ne constitue pas non plus une violation de l'article 3 de la Convention européenne des droits de l'homme. Le simple fait d'ordonner l'éloignement du territoire ne constitue pas un traitement inhumain et dégradant au sens de la convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales (Conseil d'Etat arrêt n°111.444 du 11/10/2002). En l'absence de tout élément permettant de croire en un risque personnel de soumission à des traitements prohibés par cet article en cas de retour au pays, l'article 3 de la CEDH ne saurait constituer une circonstance exceptionnelle empêchant ou rendant difficile tout retour au pays d'origine.

L'intéressée déclare que « sa santé est déplorable », qu'elle « a subi récemment diverses opérations suite à des affections tumorales, est en situation de santé critique, suit un traitement strict et vit sous contrôle médical constant ». Toutefois, elle n'a apporté à l'appui de sa demande d'autorisation basée sur l'article 9bis aucun certificat médical permettant d'étayer ses dires. Et ce alors qu'il incombe au premier chef à la partie requérante de veiller à instruire chacune des procédures qu'elle a engagées et, au besoin, de les compléter et de les actualiser (CCE, arrêt n° 26.814 du 30.04.2009). Cet élément ne peut dès lors constituer une circonstance exceptionnelle. A titre informatif et comme mentionné au paragraphe premier, notons que l'intéressée a introduit plusieurs demandes d'autorisation de séjour basées sur des motifs médicaux (article 9ter de la loi) ; demandes à ce jour clôturées.

En conclusion, Madame [M.] ne nous avance aucun argument probant justifiant la difficulté ou l'impossibilité d'introduire sa demande dans son pays d'origine auprès de notre représentation diplomatique. Sa demande est donc irrecevable. Néanmoins, il lui est toujours loisible de faire une éventuelle nouvelle demande dans son pays d'origine ou de résidence sur la base de l'article 9§2 auprès de notre représentation diplomatique ».

- S'agissant de l'ordre de quitter le territoire :

« *L'ordre de quitter le territoire est délivré en application de l'article suivant de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers et sur la base des faits suivants :*
[...]
o En vertu de l'article 7, alinéa 1er, 1° de la loi du 15 décembre 1980, elle demeure dans le Royaume sans être porteuse des documents requis par l'article 2 : n'est pas en possession d'un visa en cours de validité.
[…] ».

2. Exposé du moyen d'annulation

2.1. La requérante prend un moyen unique libellé comme suit :

« Schending van art. 9bis van de vreemdelingenwet;
Schending van de motiveringsplicht vervat in art. 62 van de vreemdelingenwet et artt. 2 en 3 de wet de wet van wet betreffende de uitdrukkelijke motivering van bestuurshandelingen (wet 29 juli 1991) en schending van de beginselen van behoorlijk bestuur : zorgvuldigheidsplicht.
[…] ».

2.1.1. Dans une *première branche*, la requérante expose ce qui suit :

"**DAT TEN EERSTE** in het land van herkomst van verzoekster - i.e. Kirgizië - geen Belgische diplomatieke vertegenwoordiging aanwezig is, met dien verstande dat het bestaan van bijzondere omstandigheden aanvaard dient te worden.

Het ontberen van een Belgisch Consulaat in het land van herkomst - in casu Kirgizië - kan een buitengewone omstandigheid impliceren.

Verzoekster heeft in haar ab initio verzoek gesteld, dat er geen Belgische diplomatieke vertegenwoordiging aanwezig is in het land van herkomst en dat het bijzonder moeilijk was voor haar om een visum te bemachtigen.

Bovendien is verwerende partij op de hoogte dat in het land van herkomst geen diplomatieke vertegenwoordiging aanwezig is, aangezien zij van rechtswege gebonden is aan onderstaande website.

Verzoekster verwijst hiervoor naar :

http://diplomatie.belgium.be/nl/Diensten/ambassades_en_consulaten/belgische_ambassades_e_n consulaten in het buitenland

"Bevoegde ambassade Astana
62, rue Kosmonavtov - 3ème étage
010000 Astana
Kazachstan
Openingsuren en sluitingsdagen
Ambassadeur Michel Peetermans
+ 7 7172 974 485
+ 7 701 203 29 42 Wachtdienst: bestemd voor Belgische onderdanen, in dringende gevallen, buiten de openingsuren van de Ambassade. Houdt zich niet bezig met visa
+ 7 7172 974 486
+ 7 7172 977 849
embassy.astana@diplobel.fed.be
http://kazakhstan. Diplomatie.belgium.be "

De bevoegde ambassade is gelegen te Astana, 62, rue Kosmonavtov - 3ème étage in 010000 Astana (Kazachstan), alwaar criminaliteit en terroristische aanslagen schering en inslag is.

"Criminaliteit: In stedelijke gebieden komt criminaliteit voor (berovingen, zakkenrollen of auto-inbraken). Het is af te raden, om 's nachts alleen op straat te wandelen of the rijden. De meeste overvallen op buitenlanders hebben zich bij het verlaten van een bar of nachtclub voorgedaan. In het verleden hebben sommige van die overvallen er gewelddadig uitgezien, voor al in Almaty, waar expats geregeld werden overvallen, eerst afgerost en dan berooft. Bij het verlaten van een club, is het aangeraden een taxi te bestellen en binnen te wachten. De financiële crisis heeft gevolgen in de grote steden: de verhoging van werkloosheid leidt tot een verhoging van criminaliteit. Diverse incidenten (afpersing en pesterij) werden gemeld door buitenlandse reizigers die slachtoffer waren van corrupte politie in bepaalde stations in het westen van het land en op de wegen die de grote steden en de buurlanden aansluiten.

Onzekerheid: Naar aanleiding van de moorden die plaatsvonden tijdens het weekend van 11- 12 augustus 2012 in het nationale park van Ile-Alatau in de omgeving van Almaty, en van de ontdekking van geheime wapenbergplaatsen in het gebied, is het afgeraden zich te wagen buiten de gebaande paden en toeristische zonen van het park. Gewelddadige confrontaties zijn in december 2011 uitgebroken in de stad Zhanaozen en

in het dorp Shetpe, een honderdtal kilometer ten oosten van de havenstad Aktau, in het westen van Kazakstan. Meerdere mensen zijn om het levengekomen en communicatie werd afgebroken. De avondklok die in Zhanaozen werd uitgeroepen naar aanleiding van deze evenementen werd op 31 januari 2012 opgeheven.

U wordt aangeraden een redelijke afstand te behouden van betogingen.

Terrorisme: Na een stijging van radicaal islamitisch terrorisme in de afgelopen twee jaren en gewelddadige politie operaties in 2012, in het westen en het zuiden van het land (Atyrau, Aktau, Aktobe, Taraz, Almaty), moet men voorzichtig blijven vooral in de stedelijke centra enicht bij openbare instellingen."

Verwerende partij heeft dit gegeven niet nader onderzocht in de bestreden beslissing.

Verzoekster heeft Kirgizië immers al langer dan 11 jaar verlaten en heeft aldaar geen administratieve en sociale bindingen meer, waardoor zij in eerste instantie dient terug te keren naar Kirgizië om via daar zich naar Kazachstan te begeven om aldaar de bestreden aanvraag in te stellen alwaar de criminaliteit en terroristische aanslagen schering en inslag zijn.

Haar leven en fysieke integriteit lopen ernstig gevaar.

Dit deel van de motivering kan derhalve bezwaarlijk worden weerhouden.

Bijgevolg dient de bestreden beslissing te worden vernietigd."

2.1.2. Dans une *deuxième branche*, la requérante expose ce qui suit :

« **DAT TEN TWEEDE** verzoekster zich daarenboven in de kwestieuze aanvraag gestoeld heeft op de medische redenen en risico's verbonden aan de onderbreking van de medische behandelingen in hoofde van verzoekster **(ernstige psychische en fysische problemen).**

Verzoekster heeft haar aanvraag ex art. 9bis vrw. geactualiseerd met aanvullende medische stukken en bovendien was verwerende partij a priori perfect op de hoogte van de ernstige medische toestand van verzoekster.

Overeenkomstig de rechtspraak van het EHRM inzake artikel 3 slaat het begrip "adequate behandeling" zowel op het voorhanden zijn in het land van herkomst van de nodige medische infrastructuur en van de geneesmiddelen als de mogelijkheid voor de betrokken vreemdeling om daar concreet toegang toe te hebben, gelet o.m. op zijn financiële middelen. Bij de beoordeling van de aanvraag moet de Dienst Vreemdelingenzaken rekening houden met een ingeroepen risico van onderbreking van de medische behandeling in België. De beschikbaarheid van medische zorgen in het land waar de aanvrager naartoe zou moeten, moet worden onderzocht in het licht van zijn/haar concrete medische situatie. Een verwijdering is niet geoorloofd wanneer een onderbreking van de behandeling die in België bezig is, ernstige en onomkeerbare gevolgen met zich mee zou brengen.

Gelet op de reeds ondergane medische behandelingen en de in de toekomst geplande medische zorg en opvolging in hoofde van verzoekster zou de onderbreking van haar behandelingen zeer ernstige en onomkeerbare consequenties teweegbrengen.

Bovendien lijdt zij aan zware psychische en fysische problemen en is zij absoluut niet in staat om een reis te ondernemen naar Kirgizië om via daar naar Kazachstan te verkasten om aldaar de bestreden aanvraag te activeren.

Er is in het verleden herhaaldelijk door de rechtspraak bevestigd dat zware psychische problemen een buitengewone omstandigheid kunnen impliceren.

het AD van verzoekster blijkt onstuitbaar dat verzoekster aan zeer ernstige psychische en fysische aandoeningen lijdt waarvoor zij tot op heden opgevolgd en behandeld wordt.

Verwerende partij beperkt zich in haar motivering enkel tot de vermelding van de datum waarop de procédures tot verblijf ex art. 9ter VrW ongegrond en/of onontvankelijk werden verklaard, zonder enige nadere analyse van het medisch dossier van eerste verzoekster en/of haar psychische en fysieke capaciteit om eerst een reis te ondernemen naar Kirgizië en vervolgens vanuit daar naar Kazachstan.

Bovendien mag verzoekster geen enkele reis ondernemen wegens haar wankelende medische gesteldheid en heeft zij dagdagelijkse mantelzorg nodig van haar zoon en schoondochter.

Aangezien dit aan de basis ligt van de erbarmelijke situatie waarin verzoekster thans vertoeft, had verwerende partij het medisch aspect (medische situatie) van verzoekster grondiger dienen te onderzoeken en te motiveren in het kader van haar 9bis vrw. aanvraag.

Hiermede heeft verwerende partij tevens geen afdoende rekening mee gehouden in de bestreden beslissing."

2.1.3. Dans une *troisième branche*, la requérante expose ce qui suit :

« **DAT TEN DERDE** verwerende partij totaal geen rekening heeft gehouden met de actualisatie van verzoekster dd. 10 juni 2014, i.h.b. de documenten aangaande de actuele politieke vervolging opzichtens verzoekster en heeft zij bijgevolg dit punt niet nader onderzocht en/of gemotiveerd.
Bijgevolg dient de bestreden beslissing te worden vernietigd."

2.1.4. Dans une *quatrième branche*, la requérante expose ce qui suit :

« Aangaande de gegrondheid van het beroep inzake de bevelen om het grondgebied te verlaten:

Wat betreft de tweede beslissing, het bevel om het grondgebied te verlaten geldt dat niettegenstaande het feit dat art. 7 van de vreemdelingenwet, eerste lid vrw. een gebonden bevoegdheid betreft, verwerende partij het zelf nuttig en nodig heeft geacht om deze bevoegdheid slechts uit te putten nadat werd beschikt over de door verzoekers ingestelde aanvraag tot verblijf ex art. 9bis vrw. .

Door een dergelijke handelswijze erkent zij dat de uitkomst van deze aanvraag bepalend kan zijn voor het al dan niet afleveren van de bevelen om het grondgebied te verlaten.

Bijgevolg dienen deze bevelen om het grondgebied te verlaten tevens mede uit het rechtsverkeer genomen wegens afdoende samenhang.

Verzoekster zal bij de opvolging van de bestreden beslissing geraakt worden in haar opgebouwde ontplooiing; sociale verankering in België; gezins en familieleven; medische opvolgingen en behandelingen en zal onstuitbaar geconfronteerd worden met de nadelige consequenties van de bestreden beslissing en vordert derhalve tevens de nietigverklaring van het bevel om het grondgebied te verlaten op basis van de hier voren uiteengezette redenen.

Het nadeel is derhalve ernstig en moeilijk te herstellen.

Bijgevolg dienen de bestreden Bijlage 13 te worden vernietigd."

3. Discussion

3.1. Sur la *première branche* du moyen unique, le Conseil observe que la requérante n'a aucunement fait mention, ni à l'appui de sa demande d'autorisation de séjour datée du 18 septembre 2012 ni de son complément daté du 10 juin 2014, de l'absence de représentation diplomatique belge dans son pays d'origine et des graves problèmes sécuritaires qui l'empêcheraient de se rendre au Kazakhstan pour y lever les autorisations de séjour *ad hoc* de sorte qu'elle n'est pas fondée à reprocher à la partie défenderesse de ne pas avoir examiné ces éléments à titre de circonstances exceptionnelles, éléments qu'elle ne pouvait qu'ignorer à défaut pour la requérante de les avoir portés à sa connaissance.

Partant, la première branche du moyen unique n'est pas fondée.

3.2. Sur la *deuxième branche* du moyen unique, le Conseil constate que la requérante s'est contentée de mentionner, à l'appui de sa demande d'autorisation de séjour datée du 18 septembre 2012, ce qui suit : « [Sa] santé est déplorable. Elle a subi récemment diverses opérations suite à des affections tumorales et est en situation de santé critique. Elle suit un traitement strict et vit sous contrôle médical constant ».

Il s'ensuit qu'en relevant à cet égard que « *Toutefois, elle n'a apporté à l'appui de sa demande d'autorisation basée sur l'article 9bis aucun certificat médical permettant d'étayer ses dires. Et ce alors qu'il incombe au premier chef à la partie requérante de veiller à instruire chacune des procédures qu'elle a engagées et, au besoin, de les compléter et de les actualiser (CCE, arrêt n° 26.814 du 30.04.2009). Cet élément ne peut dès lors constituer une circonstance exceptionnelle. A titre informatif et comme mentionné au paragraphe premier, notons que l'intéressée a introduit plusieurs demandes d'autorisation de séjour basées sur des motifs médicaux (article 9ter de la loi) ; demandes à ce jour clôturées »,* la partie défenderesse a répondu adéquatement à l'argument de la requérante, aucune attestation médicale ne lui ayant été transmise pas plus qu'un document attestant de son impossibilité de voyager. La critique de la requérante manque par conséquent en fait.

3.3. Sur la *troisième branche* du moyen unique, le Conseil constate que le grief y élevé par la requérante manque en fait, la lecture du 5ème paragraphe de la décision querellée démontrant que la partie défenderesse a bel et bien examiné la situation actuelle qui prévaut dans son pays d'origine à l'égard des personnes d'origine ouïgoure.

3.4. Sur la *quatrième branche* du moyen unique, le Conseil observe que la requérante ne critique pas le motif de l'ordre de quitter le territoire attaqué et que les éléments dont elle se prévaut en termes de requête ont été examinés par la partie défenderesse dans la décision d'irrecevabilité de sa demande d'autorisation de séjour que l'ordre de quitter le territoire précité assortit, de sorte que sa critique est dépourvue d'utilité.

3.5. Au regard de ce qui précède, il appert que le moyen unique n'est fondé en aucune de ses branches.

4. Débats succincts

4.1. Les débats succincts suffisant à constater que la requête en annulation ne peut être accueillie, il convient d'appliquer l'article 36 de l'Arrêté royal du 21 décembre 2006 fixant la procédure devant le Conseil du Contentieux des Etrangers.

4.2. La requête en annulation étant rejetée par le présent arrêt, il n'y a plus lieu de statuer sur la demande de suspension.

5. Dépens

Au vu de ce qui précède, il convient de mettre les dépens du recours à la charge de la requérante.

PAR CES MOTIFS, LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :

Article 1er

La requête en suspension et annulation est rejetée.

Article 2

Les dépens, liquidés à la somme de 186 euros, sont mis à la charge de la requérante.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique, le vingt-quatre décembre deux mille vingt par :

Mme V. DELAHAUT,	présidente f.f., juge au contentieux des étrangers,
M. A. IGREK,	greffier.

Le greffier,	La présidente
A. IGREK	V. DELAHAUT